

Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Amélioration de l'activité économique

L'activité économique de l'archipel, qui s'était inscrite en demi-teinte au cours du premier semestre de l'année, s'améliore nettement au cours du troisième trimestre.

En effet, la consommation des ménages progresse sur le trimestre. Cette tendance se traduit par des importations de produits alimentaires toujours bien orientées, des immatriculations de véhicules de tourisme qui repartent à la hausse et une activité de crédit à la consommation qui poursuit sa progression.

L'investissement des entreprises se redresse, marqué notamment par la croissance des importations de produits bruts et des crédits d'investissement.

L'indice des prix à la consommation s'inscrit légèrement en hausse, après avoir enregistré une décélération continue au premier semestre, principalement sous l'effet de l'augmentation des prix des produits alimentaires et des services. Néanmoins, l'indice des prix à la consommation reste à un niveau historiquement bas.

Le marché de l'emploi, quant à lui, reste bien orienté et ce, malgré une légère hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur le trimestre (CVS).

Les exportations se replient sensiblement sur le trimestre, tandis que les importations augmentent très nettement, en raison notamment d'importantes livraisons de fioul.

Sur le plan sectoriel, le constat est moins favorable avec un nouveau repli de l'activité de la pêche artisanale et une diminution significative du trafic passagers vers l'archipel.

CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE DÉCEVANTE

Le produit intérieur brut (PIB) réel a diminué de 0,1 % en août, après avoir enregistré une croissance nulle en juillet et des augmentations au cours des six premiers mois de l'année. La production de biens a ainsi diminué de 1,0 % en août, la plupart des principaux sous-secteurs, notamment celui de l'extraction de pétrole et de gaz (-2,5 %) et celui de la fabrication (-1,3 %), ayant enregistré un recul. Quant à la production des industries de services, elle progresse de 0,2 %, stimulée par le secteur public (+0,3 %), le commerce de gros (+0,5 %) et le secteur de la finance et des assurances (+0,3 %).

L'indice des prix à la consommation (IPC) à septembre progresse de 2,0 % sur un an (après +2,1 % en août). Les prix de toutes les composantes principales de l'indice ont augmenté au cours de la période. Les prix du logement (+2,7 %) et des aliments (+2,7 %) ont été les principaux déterminants de la hausse de l'IPC, tandis que l'indice des prix des transports a affiché l'augmentation la plus faible (+0,5 %). Cette évolution se retrouve dans l'ensemble des provinces canadiennes.

Le taux de chômage baisse de 0,2 point pour s'établir à 6,8 % au mois de septembre, soit le taux le plus bas enregistré depuis décembre 2008. Ainsi, l'emploi augmente majoritairement chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans et chez les femmes âgées de 25 à 54 ans. Au niveau sectoriel, c'est le secteur de l'hébergement et de la restauration qui enregistre la plus forte croissance. À l'échelle provinciale, l'emploi progresse en Ontario, en Alberta, en Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador. Les autres provinces ont connu peu de variation.

Source : Statistiques Canada

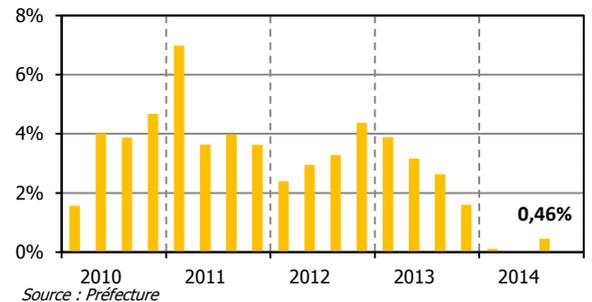
Légère reprise de la hausse des prix

L'indice des prix à la consommation, après avoir connu une phase de stabilisation au cours du premier semestre de l'année, augmente légèrement au troisième trimestre 2014 (+0,7 %). Cette évolution s'explique principalement par les hausses cumulées des prix des produits alimentaires (+0,7 %), des produits manufacturés (+0,4 %) et des services (+0,9 %). Les prix de l'énergie (carburant, fioul, électricité) affichent pour leur part une légère baisse (-0,2 %).

En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation repart également à la hausse (+0,5 %) après une période de ralentissement observée depuis le début de l'année 2013. Cette tendance est majoritairement attribuable à l'augmentation des prix des produits alimentaires (+1,9 %) et des services (+2,2 %).

En dépit de cette légère progression, l'indice des prix à la consommation reste à un niveau historiquement faible.

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel des données trimestrielles)

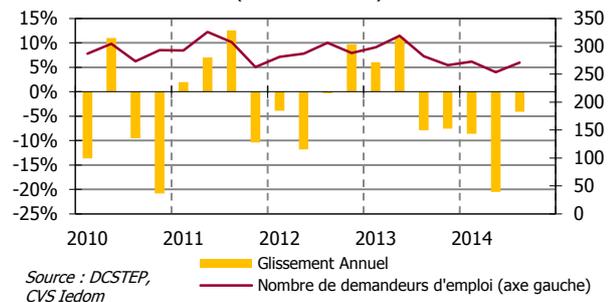


Marché du travail toujours bien orienté

Le nombre de demandeurs d'emploi (CVS) repart légèrement à la hausse par rapport au trimestre précédent (+6,8 %). Toutefois, la tendance qui se dégage sur un an fait état d'un net recul du nombre de demandeurs d'emploi par rapport à la même période en 2013 (-4,1 %, CVS).

Les offres d'emploi se stabilisent au troisième trimestre (-0,5 %, CVS) après avoir fortement augmenté au trimestre précédent (+28,9 %, CVS). Néanmoins, le marché du travail reste actif avec 290 offres d'emploi cumulées sur l'année pleine, dont 79 offres enregistrées au troisième trimestre. Parallèlement, 53 offres ont été pourvues au cours du trimestre.

Demandeurs d'emploi - DEFM A et B
(en données CVS)



Nette amélioration de la consommation des ménages

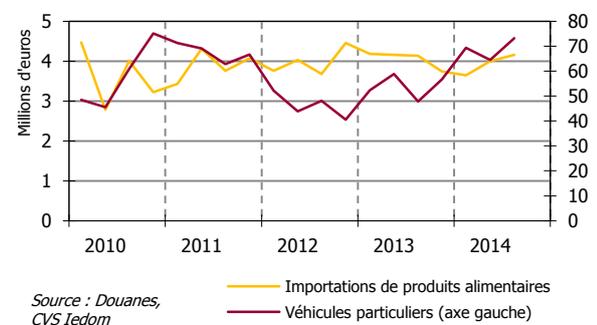
Les importations de produits alimentaires progressent de façon plus modérée qu'au trimestre précédent (+3,9 % contre +9,9 %, CVS). Cependant, en glissement annuel, les importations de produits alimentaires repassent sur un rythme de croissance positif (+0,6 %, CVS).

Les immatriculations de véhicules de tourisme sont en hausse au troisième trimestre (+13,5 %, CVS). L'évolution est encore plus notable sur un an (+53,0 %, CVS).

Parallèlement, l'activité de crédit à la consommation des ménages poursuit sa progression (+3,0 %) et atteint 17,5 millions d'euros. Sur un an, elle maintient un rythme de croissance élevée (+12,4 %).

Après une dégradation observée tout au long du premier semestre de l'année, les indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent au troisième trimestre. Les incidents de paiement sur chèques passent ainsi de 31 à 10. Le nombre de personnes physiques en situation d'interdit bancaire diminue également (-9,1 %). Seul le nombre de décisions de retrait de carte bancaire augmente (+33 %), passant de 3 à 4 au troisième trimestre.

Importations des biens destinés aux ménages
(en données CVS)



Reprise de l'investissement des entreprises

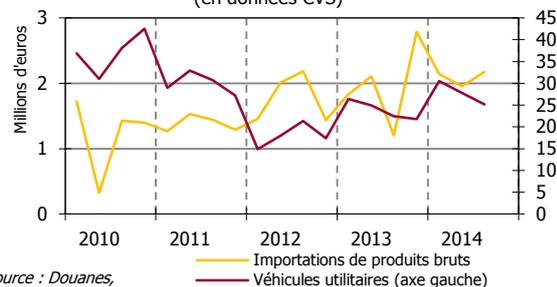
Après avoir marqué le pas au cours du premier semestre, les importations de produits bruts enregistrent une nette amélioration au troisième trimestre (+11,2 %, CVS).

Les immatriculations de véhicules utilitaires continuent de reculer au troisième trimestre (-9,5 %, CVS). En revanche, elles progressent significativement sur l'année (+11,9 %, CVS).

L'encours des crédits d'investissement repart à la hausse ce trimestre (+4,3 %) et s'établit à 27,8 millions d'euros. Cette tendance se confirme également sur l'année avec une progression des encours de 10,2 %.

Le niveau de créances douteuses des crédits aux entreprises diminue nettement par rapport au trimestre précédent (-23,5 %) atteignant ainsi son plus bas niveau enregistré au cours des quatre dernières années.

Importations des biens destinés aux entreprises (en données CVS)



Source : Douanes, CVS Iedom

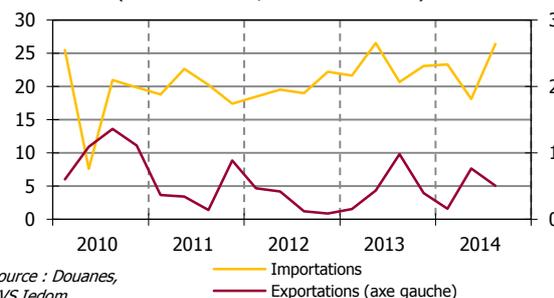
Forte augmentation des importations

Les importations s'incrivent vigoureusement à la hausse au troisième trimestre (+45,3 %, CVS). Cette dynamique s'explique principalement par une forte augmentation des importations de produits manufacturés (+26,1 %, CVS) et des importations de produits pétroliers (+151,3 %, CVS) qui résulte de l'arrivée d'une importante livraison d'hydrocarbures par voie maritime en prévision de l'hiver. Les importations de produits bruts et de produits alimentaires progressent également, mais à un rythme moins soutenu (respectivement +11,2 % et +3,9 %, CVS).

Cette forte amélioration en valeur des importations se vérifie également sur l'année (+27,5 %, CVS).

Les exportations de l'archipel enregistrent, quant à elles, un net retrait (-33,8 %, CVS) mais restent à un niveau relativement élevé en raison toujours de ventes exceptionnelles de métaux de recyclage à destination de l'Europe.

Échanges commerciaux (en données CVS, en milliers d'euros)



Source : Douanes, CVS Iedom

LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

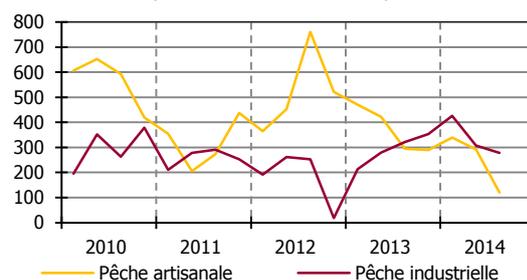
Nouveau repli de l'activité de la pêche artisanale et industrielle

Le secteur de la pêche affiche un niveau d'activité à nouveau en repli au troisième trimestre. En effet, le recensement des prises de pêche corrigée des variations saisonnières indique un recul de 58,8 % pour la pêche artisanale et de 9,7 % pour la pêche industrielle.

Les captures se concentrent exclusivement sur l'activité de la pêche artisanale, la saison de la pêche industrielle ne commençant qu'à partir de novembre et se terminant en mars. Les prises de la pêche artisanale s'élèvent ainsi à 317 tonnes. Les principales espèces pêchées sont la coquille, qui représente plus de la moitié des volumes (61,8 %), la morue (18,5 %) et le bulot (12,7 %).

Cette évolution se confirme sur un an avec une baisse de 13,7 % (CVS) des prises de pêche industrielle et de 59,2 % (CVS) des prises de pêche artisanale.

Prises de pêches artisanale et industrielle (en données CVS, en tonnes)



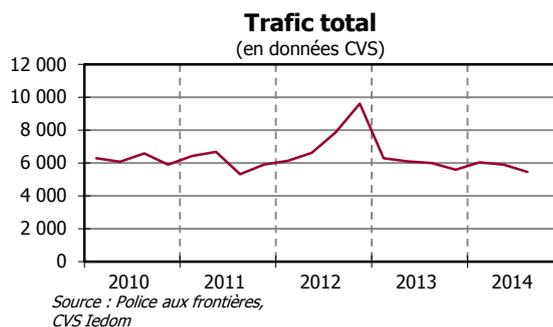
Source : DTAM / Pôle Maritime, CVS Iedom

Diminution du trafic total de passagers vers l'archipel

Le trafic total de passagers vers l'archipel enregistre une seconde baisse consécutive au troisième trimestre (-7,6 %, CVS).

En glissement annuel, le trafic total de passagers vers l'archipel affiche également une contraction (-9,1 %, CVS). Cette évolution annuelle est principalement attribuable comme au trimestre précédent à une baisse du trafic maritime (-12,3 %), le trafic aérien restant quant à lui stable (-0,5 %).

Cette tendance se traduit de façon distincte en fonction de la nationalité des visiteurs. Ainsi, le nombre de touristes américains et « autres nationalités » affiche une forte baisse par rapport à la même période en 2013 (respectivement -50,7 % et -51,0 %). Le nombre de touristes canadiens, qui représente toujours la part la plus importante des entrées, reste quant à lui relativement stable sur l'année (-0,9 %).



ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE PLUS LENTE

En dépit d'un tassement en 2014, la reprise - inégale - de l'économie mondiale se poursuit. Le FMI prévoit, dans ses Perspectives de l'économie mondiale, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,8 % en 2015, après 3,2 % en 2013. Les conditions financières se sont détendues en 2014. Selon le rapport sur la stabilité financière dans le monde publié début octobre par le FMI, les risques de marché et de liquidité ont augmenté tandis que les primes de risque baissent et les prix des actifs sont moins volatils. Les valorisations de certains types d'actifs semblent exagérées. D'autre part, les risques géopolitiques à court terme et les risques de stagnation et de faiblesse de la croissance potentielle à moyen terme sont susceptibles de dégrader ces prévisions.

La croissance économique a rebondi à partir du deuxième trimestre 2014 aux États-Unis avec une reprise vigoureuse de l'emploi. Au troisième trimestre, les exportations ont tiré la croissance tandis que les importations se sont repliées en liaison avec le tassement de la consommation des ménages. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,2 % en 2014, après 2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance est en panne. Le PIB a progressé de 0,2 % au troisième trimestre 2014, soit à peine plus qu'au trimestre précédent (0,1 %). La croissance du PIB de l'Allemagne est de 0,2 % tandis que le PIB de l'Italie se contracte de 0,1 %. L'inflation dans la zone euro reste bien en deçà de l'objectif de 2 %. Le FMI table sur une faible reprise soutenue par une réduction du frein budgétaire et une amélioration des conditions du crédit, à 0,8 % en 2014 et 1,3 % en 2015.

Le PIB de la France a progressé de 0,3 % au troisième trimestre 2014, essentiellement porté par une forte hausse des stocks des entreprises et par la consommation, tout particulièrement celle des administrations publiques (+0,8 %), tandis que le commerce extérieur a eu une contribution négative de 0,2 point. Le FMI table sur une croissance de 0,4 % en 2014 et 1 % en 2015.

L'activité est globalement plus faible que prévu dans les pays émergents, avec une faiblesse persistante de la demande intérieure et une moindre progression de l'investissement. Le FMI pointe le risque d'un recul de la croissance potentielle. Les tensions géopolitiques et conflits internes pèsent sur l'activité des pays concernés.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Avertissement méthodologique : à partir du deuxième trimestre 2013, les données représentées sont, en général, corrigées des variations saisonnières. Le traitement peut être effectué par l'organisme producteur des données ou bien par l'IEDOM (méthode ARIMA X-12)...

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. CARON
Editeur et imprimeur : IEDOM
Achévé d'imprimer : 17 décembre 2014 – Dépôt légal : Décembre 2014 – ISSN 1952-9619